

# « Nous allons vers un manque d'électricité » Bernard ACCOYER

**ENTRETIEN.** L'ancien président de l'Assemblée exhorte les candidats à la présidentielle à sortir des utopies et à se saisir de la question « vitale » de l'énergie.



Pour Bernard Accoyer, « nous avons sous-estimé les besoins futurs en électricité ». Mais avec quoi la produire... ?©

Philippe Roy / Philippe Roy / Aurimages via AFP

Par [Géraldine Woessner](#) Publié le 26/08/2021 à 13h51

À l'aube d'une année de campagne présidentielle, l'ancien président de l'[Assemblée nationale](#), qui milite pour le maintien d'une forte industrie nucléaire en [France](#), s'alarme de la politique énergétique conduite jusqu'à présent par le

gouvernement et du peu d'empressement des différents candidats à aborder de front un sujet hautement polémique. S'exprimant aux universités d'été du Medef cette semaine, [Bernard Accoyer](#) a endossé l'habit du « lanceur d'alerte » : « On a sous-estimé les besoins futurs en électricité », prévient-il. La lutte contre le réchauffement climatique « imposera une électrification massive » de nos différentes activités. Mais avec quoi la produire ? À la tête de l'association Patrimoine nucléaire et Climat (PNC-France), il espère imposer cette question « cruciale » dans le débat public. Entretien.

**Le Point : Vous vous êtes investi tout au long de votre carrière politique dans les problématiques scientifiques. L'avenir de notre politique énergétique n'apparaît pas, aujourd'hui, comme un thème central de la future campagne présidentielle... Ce serait une erreur ?**

**Bernard Accoyer :** Ce serait très dommageable pour le débat démocratique, notre avenir et la liberté. La liberté s'est conquise au travers des connaissances, de la culture, de la maîtrise des sciences humaines, des sciences exactes et des techniques... Mais la liberté nécessite également l'accès à des biens aussi fondamentaux que l'eau ou l'énergie. Or, la mouvance de l'écologie politique, qui a pris une place prépondérante dans le débat et dans la société, pousse à une restriction des disponibilités en énergie – des restrictions qui ne pourront être imposées que par la contrainte. Les conséquences de nos choix impacteront directement la vie quotidienne et le bien-être de tous les citoyens ! Cette question essentielle ne doit pas être occultée par l'immédiateté de la situation géopolitique ou de la crise sanitaire. La campagne présidentielle qui va s'ouvrir nécessite de réfléchir à moyen et long terme sur ce que nous voulons faire pour que notre pays dispose de l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'économie et à une réindustrialisation nécessaire, tout en respectant nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Or le débat est biaisé. Notre ministre de l'Environnement, Barbara Pompili, appartient à cette mouvance de l'écologie politique empreinte de préjugés assez solides, qui considère qu'il est plus urgent d'affaiblir puis de sortir du nucléaire que de lutter contre le réchauffement climatique. Pourtant, le Giec, dans son scénario le plus vraisemblable, estime qu'il faudrait multiplier par quatre ou par cinq le parc électronucléaire si l'on veut respecter nos objectifs climatiques !